

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté  
française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de  
capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50  
et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et  
fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire  
organisé et subventionné par la Communauté française**

**A.Gt 30-08-2017**

**M.B. 23-10-2017**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, articles 7, 16 et 24bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mai 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mai 2017 ;

Vu le «test genre» du 18 mai 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis rendu le 15 mars 2017 par la Commission visé à l'article 38 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 13 juin 2017 Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 13 juin 2017 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-medico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 61.727/2/V/ du Conseil d'Etat, donné le 26 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :



**Article 1<sup>er</sup>.** - L'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, tel que modifié, est complétée par le tableau qui figure en annexe au présent arrêté.

**Article 2.** - Le présent arrêté entre en vigueur pour la rentrée scolaire 2017-2018.

**Article 3.** - La Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 août 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

L'annexe n'est pas reproduite. Vous pouvez la consulter via

[http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2017/10/23\\_1.pdf#Page87](http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2017/10/23_1.pdf#Page87)





---

Pour la consultation du tableau, voir image

